

d'aide qui est de l'ordre d'environ cinq millions de dollars par an. De plus, M. Clark a affirmé : "(...) si nous devons quitter Prétoria, nous aurions plus de mal à organiser un programme d'aide pour la Namibie, à promouvoir les intérêts du Canada et du Commonwealth (...) en Afrique du Sud et nous ne pourrions pas afficher en Afrique du Sud même notre solidarité avec les leaders du mouvement anti-apartheid." Concernant les relations économiques avec Prétoria, il a mentionné qu'Ottawa est en train de revoir deux aspects de sa politique : "(...) pour voir s'il n'y aurait pas de nouvelles mesures économiques que le Canada pourrait prendre efficacement à lui seul et (...) pour inciter à prendre une initiative plus générale, surtout de la part des pays qui attachent un grand prix à la démocratie, en réaction particulière aux multiples atteintes à la liberté commises par l'Afrique du Sud pendant la semaine dernière."<sup>9</sup>

### Le débat parlementaire

Le 9 septembre 1987 à la Chambre des communes, le député libéral Roland de Corneille a demandé à M. Joe Clark s'il allait tenter d'obtenir l'adhésion de tous les États membres du Commonwealth à un accord global sur les sanctions. M. Clark a répondu :

La position du gouvernement est très claire en ce qui a trait aux sanctions. Selon nous, elles sont efficaces sur le plan économique et, ce qui est plus important, sur le plan psychologique. Bien entendu, nous croyons qu'elles le seraient encore davantage, si elles étaient plus universelles. [Il a ajouté plus loin] Nous sommes disposés, au besoin, si d'autres mesures se révèlent inefficaces, à rompre nos relations économiques et diplomatiques avec la République d'Afrique du Sud. Il faut comprendre que nous perdrons ainsi toute influence en ce qui a trait aux pressions à exercer pour mettre un terme à l'apartheid. Nous ne pensons pas qu'il convienne pour le moment que le Canada se place dans cette situation.<sup>10</sup>

Le lendemain, le chef de l'opposition, M. John Turner, a également demandé, cette fois-ci au premier ministre Brian Mulroney, si le Canada allait rompre complètement les relations avec l'Afrique du Sud et imposer des sanctions

<sup>9</sup> MAE, Discours 88/17, 2 mars 1988.

<sup>10</sup> Débats de la Chambre des communes, 9 septembre 1987, pp. 8776 et 8777.